



## CHAPITRE 101

Loi modifiant la charte de la Ville de  
Longueuil

[Sanctionnée le 10 juillet 1971]

Préam-  
bule.

ATTENDU que la Ville de Longueuil a, par sa pétition, représenté qu'il est dans son intérêt et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte soit modifiée;

Attendu que ladite ville a demandé l'adoption d'une loi à cet effet et qu'il est à propos d'accéder aux demandes contenues dans sa pétition;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c.  
193, s.  
64a, remp.  
pour la  
ville.

1. L'article 64a de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Pensions  
autori-  
sées.

« 64a. Le conseil peut, par règlement, accorder à toute personne qui aura rempli la fonction de membre du conseil pendant au moins huit années et qui aura cessé de remplir cette fonction après le 1<sup>er</sup> janvier de l'année au cours de laquelle le règlement est adopté, une pension annuelle de \$6,000 dans le cas du maire, et \$2,000 dans le cas des autres membres du conseil, payable par versements égaux et consécutifs, le premier jour de chaque mois. La révocation d'un tel règlement ne peut être opposée aux personnes à l'égard desquelles il s'applique ou s'est déjà appliqué.

Années  
incluses.

Les années pendant lesquelles une personne fut en fonction comme membre du conseil des anciennes cités de Jacques-Cartier et de Longueuil, comptent dans la

## CHAPTER 101

An Act to amend the charter of the city  
of Longueuil

[Assented to 10th July 1971]

WHEREAS the city of Longueuil has by Preamble. its petition represented that it is in its interest and necessary for the proper administration of its affairs that its charter be amended;

Whereas the said city has prayed for the passing of an act for such purpose and it is expedient to grant the prayer contained in its petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 64a of the Cities and Towns R.S., c. 193, s. 64a, replaced for city. Act is replaced by the following:

“64a. The council may grant by by-law to every person who has held office as a member of the council for eight years or more, and ceases to hold such office after the 1st of January in the year in which the by-law is passed, an annual pension of \$6,000 in the case of the mayor and \$2,000 in the case of the other members of the council, payable in equal and consecutive instalments on the first day of each month. The repeal of such a by-law cannot be set up against persons respecting whom it applies or has already applied.

Pensions  
author-  
ized.

The years during which a person was in office as a member of the council of the former cities of Jacques-Cartier and Longueuil shall be included in computing the

Years  
to be in-  
cluded.

computation des huit années minima mentionnées à l'alinéa précédent.

Contributions.

Pour bénéficier de ces versements de retraite, les membres du conseil devront verser au fonds d'administration générale une contribution égale à 5% de leur rémunération annuelle, avec rétroactivité de cinq ans ou à compter de leur entrée en fonction pour ceux qui occupent leur charge depuis moins de cinq ans.

Remboursements.

Advenant le cas où un conseiller ou le maire n'occuperait pas sa charge pendant huit ans, les montants ainsi versés lui seront remboursés sans intérêt.

Inaccessibilité, etc.

Cette pension est incessible et insaisissable.

Paiement suspendu.

Le paiement de cette pension est interrompu durant la période où le bénéficiaire occupe, à titre temporaire ou permanent, une charge, une fonction ou un emploi comportant une rémunération payable par la municipalité.

Partie d'année.

En calculant une telle période de huit années, une partie d'année est comptée comme une année entière. »

S.R., c. 193, a. 96, mod. pour la ville.

**2.** L'article 96 de ladite loi est modifié, pour la ville, en y ajoutant les paragraphes suivants:

Signature des chèques, etc.

« 4. Tout chèque émis et billet consenti par la ville doivent être signés conjointement par le maire et par le trésorier.

Idem.

« 5. La signature du trésorier et du maire sur les chèques ou billets peut être imprimée, lithographiée ou gravée. »

S.R., c. 193, a. 426, mod. pour la ville.

**3.** L'article 426 de ladite loi est modifié, pour la ville:

Paiement de l'amende évite la plainte.

a) en remplaçant le troisième alinéa du paragraphe 17° par le suivant:

« Toute personne en possession de cet avis peut éviter qu'une plainte soit faite contre elle en se présentant au bureau du département de police et en payant, à titre d'amende, la somme fixée par le règlement, laquelle ne doit pas excéder vingt-cinq dollars. Le paiement de l'amende et le reçu donné par la personne désignée par le conseil libèrent le contrevenant de toute autre peine relativement à cette infraction. »

b) en insérant, après le paragraphe 17°, le suivant:

Avis sommaire.

« 17°a. Avant toute poursuite pénale pour contravention aux règlements muni-

eight-year minimum mentioned in the preceding paragraph.

In order to benefit from such pension payments, the members of the council must pay into the general administration fund a contribution equal to 5% of their annual remuneration retroactively for five years, or for the period since they took office in the case of those who have held office for less than five years.

Contribution.

If a councillor or the mayor does not hold office for eight years, the amounts so paid shall be reimbursed to him without interest.

Amounts reimbursed.

Such pension shall be unassignable and unseizable.

Unassignability, etc.

The payment of such pension shall be suspended during any period when the beneficiary holds, temporarily or permanently, any charge, office or employment involving remuneration paid by the municipality.

Payment suspended.

In computing any such period of eight years, part of a year shall be counted as a full year."

Part of year.

**2.** Section 96 of the said act is amended for the city by adding the following paragraphs:

R.S., c. 193, s. 96, am. for city.

"(4) Every cheque issued and note made by the city must be signed jointly by the mayor and the treasurer.

Signing cheques, etc.

"(5) The signature of the treasurer and of the mayor on the cheques or notes may be printed, lithographed or engraved."

Idem.

**3.** Section 426 of the said act is amended for the city:

R.S., c. 193, s. 426, am. for city.

(a) by replacing the third paragraph of paragraph 17 by the following:

"Any person in possession of such notice may avoid the lodging of a complaint against him by presenting himself at the office of the police department and by paying as a fine the amount fixed in the by-law, which must not exceed twenty-five dollars. Payment of the fine and the receipt given by the person appointed by the council shall free the offender from any other penalty in connection with such infraction."

Payment to avoid complaint.

b) by inserting after paragraph 17 the following:

"(17a) Before any penal prosecution for an infraction of the municipal by-laws

Summary notice.

cipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique, la ville peut adresser, par la poste, au propriétaire ou au conducteur du véhicule, un avis sommaire décrivant la contravention et indiquant la pénalité minimum ainsi que l'endroit où cette pénalité peut être payée, dans les dix jours suivants, avec, en outre, \$2 pour les frais.

Païement empêche la poursuite.

Le païement du montant requis dans le délai fixé par l'avis empêche la poursuite pénale.

Aucune admission de responsabilité.

Ce païement ne peut cependant être invoqué comme admission de responsabilité civile.

Païement preuve de culpabilité.

Après ce païement, l'inculpé doit être considéré comme ayant été trouvé coupable de l'infraction. Cependant, si celle-ci entraîne la suspension ou révocation d'un permis ou d'un certificat d'immatriculation, l'inculpé peut, s'il n'en a pas été prévenu dans l'avis, renoncer à l'immunité de poursuivre découlant du païement et annuler ainsi son admission de culpabilité. »

respecting traffic and public safety, the city may mail to the owner or driver of the vehicle a summary notice describing the infraction and indicating the minimum penalty and the place where such penalty, and \$2 for costs, may be paid within the ensuing ten days.

Payment of the required amount within the delay fixed by the notice shall prevent penal prosecution.

Payment prevents prosecution.

Such payment, however, may not be invoked as an admission of civil liability.

No civil liability.

After such payment, the accused shall be considered to have been found guilty of the infraction. However, if such infraction entails the suspension or revocation of a permit or registration certificate, the accused, if he has not been so informed in the notice, may renounce the immunity to prosecute resulting from the payment and so annul his admission of guilt."

Accused deemed guilty after payment, etc.

S.R., c. 193, a. 429, mod. pour la ville.

4. L'article 429 de ladite loi est modifié pour la ville:

a) en ajoutant, à la fin du paragraphe 7°, le sous-paragraphe suivant:

Nom des rues, etc.

« c) Pour donner des noms aux rues privées; les changer, même s'ils leur ont été donnés en vertu de quelque contrat ou convention; interdire à qui que ce soit de désigner par un nom une rue privée ou de lui en donner un avant qu'il ait été approuvé par la ville; »;

b) en remplaçant le paragraphe 15° par le suivant:

Enseignes, etc.

« 15°. Pour prescrire la manière de placer ou défendre de placer, sur les trottoirs, terrains, rues et ruelles publiques, des enseignes, des auvents, des poteaux d'enseignes, d'auvents, de téléphone, de télégraphe ou d'électricité et autres obstructions.

Prospectus, etc.

Pour régler l'affichage et la distribution de prospectus et réclame; déterminer ce qui constitue, pour les fins du règlement, une enseigne lumineuse et une enseigne électrique; spécifier le matériel dont ces enseignes et leurs supports doivent être faits, la manière de les fixer aux bâtiments ou de les placer le long ou au-dessus des

4. Section 429 of the said act is amended for the city:

R.S., c. 193, s. 429, am. for city.

(a) by adding at the end of paragraph 7 the following:

"(c) To give names to private streets; to change such names, even if they were given under a contract or agreement; to prohibit any person from designating a private street by a name or from giving it one before such name is approved by the city;"

Naming streets, etc.

(b) by replacing paragraph 15 by the following:

"(15) To prescribe the manner of placing or prohibit the placing on sidewalks, lands, streets and public lanes of signs, awnings, sign-posts, awning-posts, telephone, telegraph or electric poles and other obstructions.

Signs, etc.

To regulate the posting and distribution of prospectuses and advertising; to determine what constitutes a luminous sign and an electric sign for the purposes of the by-law; to specify which material such signs and their supports must be made of, the manner of attaching them to buildings or placing them along or above the sidewalks,

Prospectuses, etc.

trottoirs, terrains, rues et ruelles publiques, ou les prohiber entièrement ou partiellement; définir les devoirs et pouvoirs du directeur du service de zonage et permis relativement à ces enseignes; exiger qu'un dessin en soit soumis au directeur du service de zonage et permis et reste déposé dans les archives; supprimer toute nuisance sur les trottoirs et les terrains publics et dans les rues et ruelles publiques et empêcher qu'ils ne soient obstrués par des voitures ou d'autres objets; pour régler l'installation, l'entretien, le nombre et la hauteur des antennes de télévision et de radio; »;

c) en ajoutant, après le paragraphe 11°, le paragraphe suivant:

Usage des  
rues, etc.

« 11°a. Pour interdire temporairement l'usage des rues, ruelles ou places publiques de la ville; »;

d) en ajoutant, après le paragraphe 20°, le paragraphe suivant:

Entretien  
d'hiver  
des rues,  
etc.

« 20°a. Pour pourvoir à l'entretien d'hiver des rues et des trottoirs aux frais de la municipalité, et déterminer quand il le juge à propos, que la neige sera soufflée sur les trottoirs et sur les terrains privés, pourvu qu'il détermine aussi les précautions nécessaires en pareils cas, pour éviter les dommages à la personne et à la propriété; »;

e) en remplaçant le premier aliéna du paragraphe 29°, par le suivant:

Taxis.

« 29° Pour déterminer le nombre maximum des taxis dans la municipalité; pour obliger tout propriétaire de taxi à obtenir de la corporation un permis annuel n'excédant pas soixante-quinze dollars par taxi; pour obliger tout conducteur de taxi, sauf le propriétaire, à obtenir un permis annuel n'excédant pas cinq dollars; et pour décréter que tout propriétaire de taxi doit placer son permis dans sa voiture, à la vue des passagers; pour déterminer les conditions d'obtention et de révocation du permis, pour prescrire l'usage de taximètres d'un modèle approuvé par le conseil, pour en ordonner l'inspection, pour fixer un tarif et imposer des peines aux personnes qui refusent de payer le prix indiqué par le taximètre. »

S.R., c.  
193, a.  
446, remp.  
pour la  
ville.

5. L'article 446 de ladite loi est remplacé, pour la ville, par le suivant:

lands, streets and public lanes, or to prohibit them wholly or in part; to define the duties and powers of the director of the zoning and permits department respecting such signs; to require that a drawing of such a sign be submitted to the director of the zoning and permits department and remain deposited in the records; to suppress any nuisance on the sidewalks and public grounds and in the streets and public lanes and prevent them being blocked by vehicles or other objects; to regulate the installation, maintenance, number and height of television and radio aerials; »;

(c) by adding after paragraph 11 the following:

«(11a) To temporarily prohibit the use of the streets, lanes or public places of the city; »;

Use of  
streets,  
etc.

(d) by adding after paragraph 20 the following:

«(20a) To provide for winter maintenance of the streets and sidewalks at the expense of the municipality, and to decide, when it considers it appropriate, that snow will be blown on the sidewalks and private grounds, provided it also decides what precautions are necessary in such cases for preventing damage to persons and property; »;

Winter  
mainte-  
nance of  
streets,  
etc.

(e) by replacing the first paragraph of paragraph 29 by the following:

«(29) To determine the maximum number of taxis in the municipality; to compel every taxi owner to obtain from the corporation an annual license not exceeding seventy-five dollars per taxi; to oblige every taxi driver, except the owner, to obtain an annual license not exceeding five dollars; and to enact that every taxi owner must place his license in his vehicle, in sight of the passengers; to determine the conditions for issuing and revoking the license, to prescribe the use of taximeters of a model approved by the council, to order the inspection thereof, to fix a tariff and impose penalties on persons who refuse to pay the charge indicated by the taximeter. »

Taxis.

5. Section 446 of the said act is replaced for the city by the following:

R.S., c.  
193, s.  
446, re-  
placed for  
city.

Raccord à l'aqueduc.

« **446.** Après l'avis public mentionné à l'article 445, tout propriétaire riverain d'un lot sur lequel est érigé une maison ou une bâtisse située à moins de 150 pieds de la ligne de rue, doit se raccorder à l'aqueduc en suivant les formalités prévues aux règlements de la ville. »

« **446.** After the public notice mentioned in section 445, every bordering property-owner of a lot on which a house or building is erected less than 150 feet from the street line must connect his water inlet to the waterworks by following the formalities provided for in the city's by-laws. »

Connection of water inlet.

Taxe d'eau exigible.

La ville a le droit d'exiger du propriétaire la taxe de l'eau même si ce dernier fait défaut de se raccorder à l'aqueduc. »

The city is entitled to exact payment of the water-rate from the owner even if he fails to connect his water inlet to the waterworks. »

Payment exigible.

S.R., c. 193, a. 473, mod. pour la ville. Pensions autorisées.

**6.** L'article 473 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en y ajoutant à la suite du paragraphe 8, le suivant :

« **8a.** Nonobstant les dispositions du régime de rentes et de retraite pour les employés de la Ville de Longueuil, sujet cependant à la Loi des régimes supplémentaires de rentes (1965, 1<sup>re</sup> session, chapitre 25), le conseil peut, par règlement, accorder à tout fonctionnaire non salarié au sens du Code du travail qui a plus de trente ans de service à la municipalité ou qui atteint l'âge normal de la retraite, une pension annuelle égale à 2½% de la moyenne du traitement annuel de ses cinq meilleures années consécutives de service, multiplié par le nombre total des années de service, et la ville est autorisée à verser à la caisse de retraite tous montants nécessaires à assurer le paiement du surplus de pension prévu par le présent article. »

**6.** Section 473 of the Cities and Towns Act is amended for the city by adding after paragraph 8 the following :

R.S., c. 193, s. 473, am. for city.

« **(8a)** Notwithstanding the provisions of the pension and retirement plan of the employees of the city of Longueuil, subject however to the Supplemental Pension Plans Act (1965, 1st session, chapter 25), the council may, by by-law, grant to any functionary who is not an employee within the meaning of the Labour Code, who has served the municipality for more than thirty years or has reached normal retirement age an annual pension equal to 2½% of the average annual salary of his best five consecutive years of service, multiplied by the aggregate of the years of service, and the city is authorized to pay into the retirement fund all amounts necessary to ensure payment of the additional pension surplus provided for by this section. »

Pension authorized.

Maximum.

Aucune pension annuelle des régimes de pension municipal et provincial ou leur équivalent réunis ne doit excéder 80% de la moyenne du traitement annuel des cinq meilleures années consécutives de service. »

No annual pension from the municipal and provincial plans or the aggregate of their equivalents shall exceed 80% of the average annual salary for the best five consecutive years of service. »

Maximum amount.

S.R., c. 193, a. 481a, aj. pour la ville.

**7.** Ladite loi est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 481, le suivant :

**7.** The said act is amended for the city by adding after section 481 the following :

R.S., c. 193, s. 481a, ad. for city.

Certificat du trésorier.

« **481a.** Aucun règlement ou résolution du conseil qui autorise ou recommande la dépense de deniers n'est adopté ou n'a d'effet, avant la production d'un certificat du trésorier attestant qu'il y a des fonds disponibles pour le service et les fins pour lesquels cette dépense est projetée. »

« **481a.** No by-law or resolution of the council authorizing or recommending the expenditure of money shall be passed or have effect before a certificate from the treasurer is filed, attesting that funds are available for the department and the purposes for which such expenditure is proposed. »

Certificate from treasurer.

S.R., c.  
193, a.  
522, mod.  
pour la  
ville.

Imputa-  
tion du  
coût des  
travaux.

**8.** L'article 522 de ladite loi est modifié, pour la ville, en remplaçant le dernier alinéa par le suivant:

« Le conseil peut aussi mettre le coût de ces travaux soit entièrement à la charge de la corporation, soit entièrement à la charge des contribuables d'une ou de plusieurs parties de la corporation, soit à la fois à la charge de la corporation et à celle des contribuables d'une ou plusieurs parties de la municipalité que détermine le règlement ou la résolution. »

**8.** Section 522 of the said act is amended for the city by replacing the last paragraph by the following:

"The council may also charge the cost of such works entirely to the corporation, entirely to the ratepayers of one or more portions of the corporation or to both the corporation and the ratepayers of one or more portions of the municipality, as determined by the by-law or resolution."

R.S., c.  
193, s.  
522, am.  
for city.

Charging  
of costs.

S.R., c.  
193, a.  
538, remp.  
pour la  
ville.

Rôles de  
percep-  
tion sépa-  
rés.

Rôle  
spécial.

Réunion  
de rôles.

**9.** L'article 538 de ladite loi est remplacé, pour la ville, par le suivant:

« **538.** Il est du devoir du trésorier de faire chaque année, au temps fixé par le conseil, des rôles de perception séparés des taxes alors imposées, tant générales que spéciales.

Il fait aussi un rôle spécial de perception chaque fois qu'une nouvelle taxe spéciale est imposée.

Le conseil peut en tout temps décréter que deux ou plusieurs de ces rôles soient réunis. »

**9.** Section 538 of the said act is replaced for the city by the following:

"**538.** Each year, at the time fixed by the Council, the treasurer shall make separate collection rolls for all general and special taxes then imposed.

He shall also make a special collection roll whenever any new special tax is imposed.

The council may order at any time that two or more of such rolls be combined."

R.S., c.  
193, s.  
538, re-  
placed for  
city.

Separate  
collection  
rolls.

Special  
roll.

Rolls  
combined.

S.R., c.  
193, a.  
587, mod.  
pour la  
ville.

Modalités  
des obli-  
gations.

**10.** Le troisième alinéa de l'article 587 de ladite loi est remplacé, pour la ville, par le suivant:

« Les obligations peuvent être nominatives à ordre ou au porteur. Le conseil fixe lors de l'émission tout taux d'intérêt sur les emprunts qu'il a autorisés et les dates d'échéance de ces emprunts, détermine les autres conditions des obligations, débentures ou autres effets négociables émis ou à émettre, désigne tout endroit à l'intérieur ou à l'extérieur du pays où un registre peut être tenu pour l'enregistrement ou le transfert des effets énumérés ci-dessus, ainsi que les personnes autorisées à le tenir et détermine les conditions de leur émission et vente et dispose de ces effets. »

**10.** The third paragraph of section 587 of the said act is replaced for the city by the following:

"The bonds may be made payable to a named holder or to bearer. At the time of issue the council shall fix all interest rates on the loans authorized by it, and the due dates of such loans, determine the other conditions of such bonds, debentures or other negotiable instruments issued or to be issued, specify any place within or without the country where a register may be kept for the registration or transfer of the above-mentioned instruments, specify the persons authorized to keep such register, and determine the conditions for the issue and sale of such instruments, and dispose of them."

R.S., c.  
193, s.  
587, am.  
for city.

How  
payable.

S.R., c.  
193, a.  
593, mod.  
pour la  
ville.

Approba-  
tion de  
plusieurs  
régle-  
ments.

**11.** L'article 593 de ladite loi est modifié, pour la ville, en y ajoutant l'alinéa suivant:

« Plus d'un règlement peut être ainsi soumis à l'approbation des électeurs à la même assemblée, pourvu qu'il n'y en ait pas plus que cinq. »

**11.** Section 593 of the said act is amended for the city by adding the following paragraph:

"More than one by-law may be so submitted to the approval of electors at the same meeting, provided there are not more than five of them."

R.S., c.  
193, s.  
593, am.  
for city.

Approval  
of several  
by-laws.

Plan quinquennal de dépenses.

**12.** Le conseil est autorisé à adopter et à modifier en tout temps un plan quinquennal de dépenses en immobilisations d'un montant qu'il détermine. Ce plan et ses modifications doivent recevoir les approbations requises pour les règlements d'emprunt.

Règlements pour l'exécution du plan.

Une fois le plan ou ses modifications approuvés, le conseil peut, sans qu'il lui soit nécessaire d'obtenir l'approbation des propriétaires obligés et habiles à voter, visés aux articles 593 et 599 de la Loi des cités et villes, mais avec la seule approbation du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale du Québec, adopter un ou plusieurs règlements pour exécuter ce plan et emprunter les deniers nécessaires à cette fin, à la condition que le montant total des emprunts n'excède pas celui prévu au plan.

**12.** The council is authorized to adopt and amend at any time a five-year plan for capital expenditures in an amount which it determines. Such plan and its amendments must receive the approval required for loan by-laws.

Five-year plan for capital expenditures.

Once such plan or its amendments are approved, the council may, without it being necessary to obtain the approval of the proprietors compelled and qualified to vote contemplated in sections 593 to 599 of the Cities and Towns Act but with the sole approval of the Minister of Municipal Affairs and the Québec Municipal Commission, pass one or more by-laws to carry out such plan and borrow the money necessary for such purpose, provided the total of such loans does not exceed the amount provided for in the plan.

By-laws to carry out plan.

Paiement de quote-part par autre municipalité.

**13.** Toute municipalité au sens de la Loi de la Commission municipale qui a conclu une entente avec la ville pour l'exécution de travaux, l'organisation et l'administration de services et généralement, pour l'exercice de toute autre fonction, doit payer, à la date fixée par le conseil, sa quote-part des dépenses, telle que déterminée par un certificat du trésorier suivant les termes de l'entente ou, selon le cas, suivant la décision d'un organisme public ayant statué sur l'entente.

**13.** Every municipality within the meaning of the Municipal Commission Act which has made an agreement with the city for the carrying out of work, the organization and administration of services and the performance of any other function generally must, on a date fixed by the council, pay its share of the expenses, as determined in a certificate from the treasurer in accordance with the terms of such agreement or, as the case may be, in accordance with the decision of any public authority which has ruled over such agreement.

Payment of expenses by municipality.

Intérêt.

Toute somme non payée à échéance porte intérêt sans mise en demeure, au taux décrété par la ville pour les arriérés de taxes.

Any amount unpaid when due shall bear interest, without formal notice, at the rate fixed by the city for arrears of taxes.

Interest.

Paiement au cas de contestation.

Même si une telle municipalité conteste sa quote-part telle qu'établie par le trésorier de la ville, elle est tenue de la payer dans l'intervalle et jusqu'à adjudication définitive de sa contestation et à défaut par une telle municipalité de payer toute somme due à la ville, cette dernière peut, sur résolution de son conseil, lui faire adresser une mise en demeure de payer toute quote-part ou somme due à la ville dans les trente jours de l'envoi de cet avis. Faute par une telle municipalité de se conformer à cet avis dans le délai, la Commission municipale du Québec peut, à la demande du conseil,

Even if such a municipality contests its share as determined by the treasurer of the city, it shall be bound to pay such share in the meantime pending final settlement of the contestation, and should such a municipality fail to pay any amount due to the city, the city may, on resolution of its council, have it advised by formal notice that it must pay any share or amount due to the city within thirty days of the day the notice is sent. Should such a municipality fail to comply with the notice within that delay, the Québec Municipal Commission may, at the request of the council, submit an application to have

Payment despite contestation.

présenter une requête pour faire déclarer cette municipalité en défaut selon la section V de la Loi de la Commission municipale.

the said municipality declared in default in accordance with Division V of the Municipal Commission Act.

Réglementation.

**14. Le conseil peut, par règlement :**

a) constituer une commission de développement social et d'éducation civique, composée du nombre de membres qu'il détermine et qui peuvent être choisis parmi les membres du conseil, les officiers du conseil et les contribuables résidents de la municipalité;

b) attribuer à cette commission des pouvoirs d'étude et de recommandation en matière de développement social et d'aménagement des ressources et d'éducation civique;

c) lui déléguer ses pouvoirs, ou certains de ses pouvoirs, en ce qui concerne l'application de ses règlements relatifs aux matières précitées;

d) créer les fonctions de président, de vice-président, de secrétaire, de trésorier ou de secrétaire-trésorier de cette commission ou telles de ces fonctions qu'il juge utiles;

e) définir les devoirs et attributions de la commission, de ses membres et de ses officiers;

f) permettre à la commission d'établir ses règles de régie interne;

g) fixer le terme d'office des membres;

h) autoriser le conseil à nommer, par résolution, les membres et officiers de la commission et à lui adjoindre, par résolution également, les personnes dont les services peuvent lui être nécessaires pour s'acquitter de ses devoirs.

Sommes pour la commission.

Le conseil peut voter et mettre à la disposition de la commission les sommes d'argent dont elle a besoin pour l'accomplissement de ses devoirs.

Commission conjointe.

Plusieurs corporations municipales peuvent s'entendre pour constituer une commission conjointe de développement social pour l'ensemble du territoire soumis à leur juridiction, avec ceux des pouvoirs, devoirs et attributions qu'elles jugent à propos de lui conférer.

Règlement, etc.

Chaque corporation municipale adopte à cette fin un règlement conforme à l'entente. Chacune doit être représentée

**14. The council, by by-law, may :**

By-laws.

(a) establish a social development and civic training committee to consist of a number of members to be determined by it, who may be chosen from among the members of the council, the officers of the council and the ratepayers residing in the municipality;

(b) grant the committee the power to study and make recommendations on social development, development of resources and civic training;

(c) delegate to the committee all or some of its powers as regards the application of the council's by-laws respecting the above matters;

(d) institute the offices of chairman, vice-chairman, secretary, treasurer or secretary-treasurer of the committee or any of those offices which it deems useful;

(e) define the duties and attributions of the committee and of its members and officers;

(f) authorize the committee to make rules for its internal management;

(g) fix the term of office of its members,

(h) authorize the council to appoint the members and officers of the committee by resolution and to add to it, also by resolution, any persons whose services may be necessary to it in the performance of its duties.

The council may vote the amount which the committee needs to perform its duties, and may put such amount at the committee's disposal.

Funds for committee.

Several municipal corporations may agree to establish one joint social development committee for all the territory under their jurisdiction, with any of the powers, duties and attributions which they deem expedient to grant to it.

Joint committee.

For such purpose, each municipal corporation shall pass a by-law in conformity with the agreement. Each corporation

By-law, etc.

dans la commission par au moins un membre, qu'elle nomme par résolution.

Disposi-  
tions ap-  
plicables,

Au surplus, toutes les dispositions qui ne sont pas inconciliables avec celles du présent alinéa s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux commissions conjointes établies en vertu du présent alinéa.

Règle-  
menta-  
tion.

**15.** Le conseil peut, par règlement:

a) décréter qu'aucun journal, revue, périodique, programme, brochure ou autre publication, émission à la radio, ou moyen de publicité, carte personnelle ou d'affaires, papier à lettres, enseigne ou panneau-réclame ne peut, sans son autorisation, porter, prendre ou utiliser le nom corporatif de la ville, son écusson, ses armes ou son blason, ni le nom ou le titre d'un de ses services, ou un nom ou titre susceptible d'être confondu avec celui de la ville ou d'un de ses services, ou pouvant porter à croire qu'elle ou tels services peuvent en bénéficier;

b) prohiber l'impression, la vente, l'échange, la distribution, la diffusion, la possession ou l'utilisation de tout journal, revue, périodique, programme, brochure ou autre publication, émission à la radio, carte personnelle ou d'affaires, papier à lettres, enseigne ou panneau-réclame faite en contravention avec le présent article.

Règle-  
ments sur  
le plan  
directeur,  
etc.

**16.** Le conseil de la ville peut, nonobstant toute disposition à ce contraire dans la loi ou dans sa charte, faire ou amender des règlements pour uniformiser les règlements relatifs au plan directeur et au zonage.

Force de  
loi.

Les règlements ainsi adoptés ont force de loi sans qu'il soit nécessaire de les soumettre à l'approbation des électeurs à la condition qu'ils soient en vigueur avant l'expiration de deux années à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Modifica-  
tions par-  
tielles.

Le conseil peut aussi, dans le même délai, apporter aux règlements relatifs au plan directeur et au zonage, des modifications partielles sans que le règlement de modification ne soit soumis à l'approbation des électeurs.

Modifica-  
tions de  
règle-  
ments.

**17.** Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente contenue dans la présente loi ou dans toute

shall be represented on the committee by at least one member whom it shall appoint by resolution.

Moreover all provisions not inconsistent with those of this paragraph shall apply *mutatis mutandis* to the joint committees established under this paragraph.

Provisions  
to apply.

**15.** The council may, by by-law:

By-laws.

(a) order that no newspaper, magazine, periodical, programme, brochure or other publication, radio broadcast or means of publicity, personal or business card, letterhead, sign or bill-board may, without its authorization bear, take or use the corporate name of the city, its crest, coat of arms or seal, or the name or title of any of its departments or a name or title which might be confused with that of the city or any of its departments or which might lead to the belief that the city or such departments might benefit therefrom;

(b) prohibit the printing, sale, exchange, distribution, diffusion, possession or use of any newspaper, magazine, periodical, programme, brochure or other publication, radio broadcast, personal or business card, letterhead, sign or bill-board effected contrary to this section.

**16.** Notwithstanding any contrary provision in the law or in its charter, the council of the city may make or amend by-laws to standardize the by-laws respecting the master plan and zoning.

By-laws  
to stand-  
ardize  
master  
plan, etc.

The by-laws so passed shall be binding without it being necessary to submit them to the electors for approval, provided they are in force before the expiry of two years from the coming into force of this act.

Binding  
effect.

The council may also partially amend by-laws respecting the master plan and zoning, within the same delay, without submitting the amending by-law to the electors for approval.

Partial  
amend-  
ment.

**17.** Notwithstanding any legislation inconsistent herewith contained in this act or in any other general law or special

Amend-  
ments to  
certain  
by-laws.

autre loi générale ou spéciale, le conseil peut, par règlement qui ne requiert que l'approbation du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale du Québec, modifier :

a) les règlements de la ville portant les numéros 13, 24, 25, 27, 45, 50, 51, 58, 59, 63, 64, 65, 66, 73, 74, 75, 83, 84, 85, 86, 88, 100, 119, 120, 123, 125, 126, 131, 135, 136, 137, 139, 158, 160, 161, 163, 164, 165, 166, et les autres règlements d'emprunts adoptés avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi;

b) les règlements de l'ancienne cité de Longueuil, portant les numéros 443, 448, 454, 457, 467, 469, 470, 480, 481, 496, 497, 498, 515/517/531/559, 512, 514, 567, 569, 579, 589, 594, 598, 625, 626, 656, 666, 693, 740/767, 743, 844, 846, 863, 871, 895, 911, 916, 923, 924, 932, 935, 952, 958, 960, 963, 966, 965/1005, 968, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 1002, 1003, 1011, 1026/1060, 1040, 1041, 1044, 1045, 1047, 1053, 1065, 1069, 1070, 1071, et la résolution d'emprunt adoptée à l'assemblée du 17 avril 1959;

c) les règlements de l'ancienne cité de Jacques-Cartier portant les numéros 70, 102, 113, 135, 141/149, 158, 161/488, 183, 214, 215, 249, 252, 254, 262/284, 268, 277, 285, 288, 296, 303, 304, 306, 312, 321, 338, 342, 343, 364, 371, 376, 382, 384, 386, 390, 394, 396, 401, 402, 406, 407, 410, 416, 417, 424, 425, 427, 428, 433, 434, 438, 449, 456, 460, 461, 462, 464, 487, 501, 502, 509, 521, 525, 526, 530, 557, 560, 561, 586, 594, 596, 610, 612, 614, 615, 616, 617, 618, 631, 633, 639, 643/684, 652, 662, 664, 665, 683, 689, 691/697/732, 693, 694, 700, 704, 718, 737, 739, 740, 742, 743, 744, 747, 748, et la résolution d'emprunt numéro 21 adoptée à l'assemblée du 2 février 1960, de façon à faire supporter, en partie ou en totalité, le coût des travaux qui y sont décrétés par des propriétaires autres que ceux qui le supportent en vertu desdits règlements.

En modifiant lesdits règlements, le conseil peut imposer une taxe spéciale soit sur la base de l'évaluation municipale, soit sur la superficie, soit sur l'étendue en front des biens-fonds imposables qu'il désigne et qui deviennent assujettis à cette taxe.

act, the council, by a by-law requiring only the approval of the Minister of Municipal Affairs and the Québec Municipal Commission, may amend:

(a) the by-laws of the city numbered 13, 24, 25, 27, 45, 50, 51, 58, 59, 63, 64, 65, 66, 73, 74, 75, 83, 84, 85, 86, 88, 100, 119, 120, 123, 125, 126, 131, 135, 136, 137, 139, 158, 160, 161, 163, 164, 165, 166 and the other loan by-laws adopted before the coming into force of this act;

(b) the by-laws of the former city of Longueuil numbered 443, 448, 454, 457, 467, 469, 470, 480, 481, 496, 497, 498, 515/517/531/559, 512, 514, 567, 569, 579, 589, 594, 598, 625, 626, 656, 666, 693, 740/767, 743, 844, 846, 863, 871, 895, 911, 916, 923, 924, 932, 935, 952, 958, 960, 963, 966, 965/1005, 968, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 1002, 1003, 1011, 1026/1060, 1040, 1041, 1044, 1045, 1047, 1053, 1065, 1069, 1070, 1071 and the loan resolution passed at the meeting held on the 17th of April 1959;

(c) the by-laws of the former city of Jacques-Cartier numbered 70, 102, 113, 135, 141/149, 158, 161/488, 183, 214, 215, 249, 252, 254, 262/284, 268, 277, 285, 288, 296, 303, 304, 306, 312, 321, 338, 342, 343, 364, 371, 376, 382, 384, 386, 390, 394, 396, 401, 402, 406, 407, 410, 416, 417, 424, 425, 427, 428, 433, 434, 438, 449, 456, 460, 461, 462, 464, 487, 501, 502, 509, 521, 525, 526, 530, 557, 560, 561, 586, 594, 596, 610, 612, 614, 615, 616, 617, 618, 631, 633, 639, 643/684, 652, 662, 664, 665, 683, 689, 691/697/732, 693, 694, 700, 704, 718, 737, 739, 740, 742, 743, 744, 747, 748 and loan resolution number 21, passed at the meeting held on the 2nd of February 1960, to have all or part of the cost of the works ordered therein borne by proprietors other than those by whom they are borne under the said by-laws.

In amending the said by-laws, the council may impose a special tax based on the municipal valuation, on the area or on the frontage of the taxable real estate designated by it, which shall become subject to such tax.

Imposition de  
taxe spéciale.

Special  
tax authorized.

Lots à un carrefour, etc.

Lorsque les biens-fonds imposables désignés par le conseil en vertu de l'alinéa précédent sont des lots situés à un carrefour ou des lots qui ne sont pas rectangulaires, le conseil peut fixer l'étendue en front pour fin d'imposition en tenant compte à la fois de l'étendue en front et de la superficie.

Imputation du coût des travaux.

Le conseil peut aussi mettre le coût des travaux prévus aux règlements énumérés dans le présent article soit entièrement à la charge de la corporation, soit entièrement à la charge des contribuables d'une ou de plusieurs parties de la ville, soit à la fois à la charge de la corporation et à celle des contribuables d'une ou de plusieurs parties de la ville dans les proportions que détermine le règlement.

Ententes avec commission scolaire, etc.

**18.** La ville peut conclure avec toute commission scolaire, régionale ou locale, ou un collège d'enseignement général et professionnel, des ententes relatives à l'exercice de sa compétence; elle peut alors les exécuter, exercer les droits et privilèges et remplir les obligations qui en découlent, et ce même à l'extérieur de son territoire.

Registre des rues, etc.

**19.** Le conseil peut faire décrire et enregistrer dans un registre exclusivement tenu à cette fin les rues, ruelles, voies et places publiques en totalité ou en partie acquises par la ville ou ouvertes au public depuis au moins cinq ans. Quant à celles de ces rues, ruelles, voies ou places qui ne sont qu'en partie publiques, l'enregistrement et la description ne sont faits que pour cette partie.

Effet de l'enregistrement.

À compter de cet enregistrement, ces rues, ruelles, voies et places sont réputées voies publiques.

Application.

Les dispositions du présent article s'appliquent également aux territoires annexés.

Rues, etc., propriété de la ville.

Les rues, ruelles, voies et places publiques ouvertes au public depuis au moins cinq ans dans les limites de la ville ou de tous territoires annexés à celle-ci deviennent propriété de la ville dès que sont accomplies les formalités suivantes:

Approbation des documents.

1. Par résolution du conseil, la ville approuve le ou les documents donnant la description de toutes rues, ruelles, voies

Whenever the taxable real estate designated by the council under the preceding paragraph consists of lots situated at a street corner or which are not rectangular, the council may fix the frontage for taxation purposes taking into account both frontage and area.

Corner lots, etc.

The council may also charge the cost of the works provided for in the by-laws mentioned in this section entirely to the corporation, entirely to the ratepayers of one or more portions of the city or to both the corporation and the ratepayers of one or more portions of the city, in the proportions determined by the by-law.

Apportionment of cost.

**18.** The city may make agreements with any regional or local school board or a general and vocational college, as regards the exercise of its jurisdiction; it may then carry out such agreements and exercise the rights and privileges and fulfil the obligations arising therefrom, even outside its territory.

Agreements with school boards.

**19.** The council may cause the public streets, lanes, highways and squares wholly or partly acquired by the city or open for public use for at least five years to be described and recorded in a register kept exclusively for the purpose. If any of these streets, lanes, highways or squares are public in part only, the registration and description shall apply solely to that part thereof.

Register for public streets, etc.

From such registration, such streets, lanes, highways and squares shall be considered public highways.

Effect of registration.

This section shall also apply to annexed territories.

Application.

Public streets, lanes, highways and squares open to the public for five years or more within the limits of the city or of any territory annexed to it shall become the property of the city as soon as the following formalities are observed;

Appropriation of streets, etc.

(1) The city, by a resolution of the council, shall approve the document or documents describing all public streets,

Approval of document.

ou places publiques, ou de toute partie de celles-ci, pour lesquelles la ville entend se prévaloir de dispositions du présent article.

Dépôt au greffe. 2. Ces documents doivent être déposés au greffe de la ville et une copie certifiée par un arpenteur géomètre doit être déposée au bureau d'enregistrement de Chambly.

Avis. 3. Le greffier de la ville doit publier deux fois dans la *Gazette officielle du Québec*, avec un intervalle d'au moins trois mois et d'au plus quatre mois entre chaque publication, un avis contenant:

- a) le texte intégral du présent article;
- b) une description sommaire des rues, ruelles, voies et places publiques dont il s'agit;

- c) une déclaration à l'effet que la description prévue au paragraphe 1 a été approuvée et déposée suivant les paragraphes 1 et 2.

Publications. 4. L'avis prévu au paragraphe 3 doit, dans le mois suivant chacune de ses publications dans la *Gazette officielle du Québec*, être inséré dans un journal quotidien de langue française et dans un journal quotidien de langue anglaise publiés dans la ville.

Prescription. Tous droits auxquels des tiers pourraient prétendre quant à la propriété du fonds desdites rues, ruelles, voies et places publiques apparaissant aux documents ainsi déposés sont éteints et prescrits s'ils ne sont exercés par action devant le tribunal compétent dans l'année suivant la dernière publication dans la *Gazette officielle du Québec* de l'avis ci-dessus prévu.

Enregistrement de déclaration notariée. À l'expiration de ces délais, la ville doit faire enregistrer sur tout terrain dont il s'agit, une déclaration notariée constatant l'accomplissement des formalités ci-dessus prévues et cet acte ainsi enregistré constitue une preuve concluante de l'accomplissement de ces formalités. Le registraire est tenu d'accepter le dépôt des documents et d'enregistrer la déclaration notariée ci-dessus mentionnée.

Force probante. Le fait qu'une rue, ruelle, voie ou place publique est décrite et enregistrée au registre prévu au premier alinéa fait preuve *prima facie* que cette rue, ruelle, voie ou place publique est ouverte au public depuis plus de cinq ans.

lanes, highways or squares, or any part thereof, for which it wishes to avail itself of this section.

(2) Such documents must be deposited in the office of the city clerk and one copy, certified by a land surveyor, must be deposited in the Chambly registry office. Deposit of documents.

(3) The city clerk shall publish twice in the *Québec Official Gazette*, with an interval of not less than three nor more than four months between each publication, a notice containing: Notice.

- (a) the full text of this section;
- (b) a brief description of the public streets, lanes, highways and squares concerned;

- (c) a statement to the effect that the description provided for in paragraph 1 has been approved and deposited in accordance with paragraphs 1 and 2.

(4) The notice provided for in paragraph 3 shall, during the month following each of its publications in the *Québec Official Gazette*, be inserted in a French language daily newspaper and in an English language daily newspaper published in the city. Publication.

Any rights which might be claimed by third parties to the ownership of the site of the said public streets, lanes, highways and squares appearing in the document so deposited shall be extinguished and prescribed if not exercised by action before the competent court within one year after the last publication of the above notice in the *Québec Official Gazette*. Prescription.

Upon the expiry of such delays the city shall cause to be registered against every piece of land concerned a notarial declaration establishing the fulfilment of the formalities provided for above, and the deed so registered shall constitute conclusive proof of the fulfilment of such formalities. The registrar must accept the deposit of such documents and register the aforesaid notarial declaration. Registration of notarial declaration.

The fact that a public street, lane, highway or square has been described and recorded in the register contemplated in the first paragraph shall be *prima facie* proof that such public street, lane, highway or square has been open to the public for more than five years. Description, etc., is proof.

Restriction.

La ville ne peut se prévaloir des dispositions du présent article à l'égard de terrains sur lesquels elle a prélevé quelques taxes au cours des trois années précédentes.

The city shall not avail itself of the provisions of this section with respect to land on which it has collected any tax during the three preceeding years.

Restriction.

Application aux rues, etc.

Le présent article s'applique aussi aux rues, ruelles et voies privées mais seulement dans les cas où elles apparaissent au plan officiel comme telles et que leurs propriétaires ont été, à cause de leur caractère, exemptés de taxes municipales foncières durant au moins trois exercices.

This section shall also apply to private streets, lanes and highways, but only when they appear as such on the official plan and their owners, by reason of their nature, were exempted from municipal real estate taxes during at least three fiscal years.

Provision to apply to private streets, etc.

Procédure pour se libérer des restrictions.

Quant aux rues, ruelles, voies publiques et parcs dont la ville est propriétaire, mais dont les titres comportent une restriction dans l'usage futur qu'elle veut en faire, la ville peut se libérer de ces restrictions par la procédure qui suit:

As regards streets, lanes, public highways and parks owned by the city but whose titles contain a restriction as to the future use it wishes to make of them, the city may free itself from such restrictions by the following procedure:

Procedure to remove restrictions.

a) par la publication d'un avis à cet effet dans un quotidien de langue française et dans un quotidien de langue anglaise publiés à Montréal;

(a) the publication of a notice to that effect in a French language daily newspaper and an English language daily newspaper published in Montreal;

b) en payant l'indemnité fixée par la cour dans les cas où dans les douze mois de la publication de ces avis, le donateur ou ses ayants droit ou successeurs ont exercé leur recours; si ces recours ne sont pas exercés dans ce délai de douze mois, la ville est libérée.

(b) the payment of the indemnity fixed by the court in the cases where the donor or his assigns or successors have exercised their recourses within twelve months after the publication of such notices; if such recourses are not exercised within such delay of twelve months, the city shall be free from the above restrictions.

Acquisition d'immeubles pour habitation.

**20.** Le conseil est autorisé à acquérir de gré à gré ou par expropriation tout immeuble, partie d'immeuble, servitude ou droits réels pour fins d'habitation y compris tout immeuble nécessaire pour fins publiques, communautaires ou autres.

**20.** The council is authorized to acquire by agreement or expropriation any immovable, part of an immovable, servitude or real right for housing purposes, including any immovable necessary for public, community or other purposes.

Acquisition of immovables for housing.

Droit de détention, etc., des immeubles.

Le conseil est autorisé à détenir, louer et administrer les immeubles acquis en vertu de l'alinéa précédent. Il peut aussi aménager ces immeubles et y installer les services publics nécessaires. Il peut également les aliéner aux conditions qu'il détermine avec l'approbation de la Commission municipale du Québec, pourvu que le prix d'aliénation soit suffisant pour couvrir toutes les dépenses relatives à l'immeuble concerné, soit le prix d'achat, l'amortissement et les intérêts du prix d'achat, le coût d'installation des services publics, les assurances, et les taxes municipales et scolaires.

The council is authorized to hold, lease and manage the immovables acquired under the preceding paragraph. It may also equip such immovables and install the necessary public services there. It may also alienate them, on conditions determined by it, with the approval of the Québec Municipal Commission, provided that the alienation price is sufficient to cover all the expenses related to the immovable concerned, namely the purchase price, amortization and interest on the purchase price, the cost of installing public services, insurance and municipal and school taxes.

Right to hold immovables, etc.

Paie-  
ment  
des taxes.

Le conseil est tenu de payer à l'égard des immeubles qu'il détient en vertu du présent article toutes les taxes qui peuvent être exigées d'un propriétaire foncier dans la municipalité.

The council must pay on the immove-  
ables it holds under this section all taxes  
which may be exacted from an owner of  
real estate in the municipality.

Payment  
of taxes.

Em-  
prunts.

Le conseil peut, pour les fins du présent article, contracter des emprunts par règlement qui ne requiert pas d'autre approbation que celle de la Commission municipale du Québec et du ministre des affaires municipales.

For the purposes of this section the  
council may contract loans by a by-law  
which shall require no other approval  
than that of the Québec Municipal Com-  
mission and the Minister of Municipal  
Affairs.

Loans.

Subven-  
tions de  
relocali-  
sation  
d'indus-  
tries.

**21.** Nonobstant la Loi de l'interdic-  
tion de subventions municipales (Statuts  
refondus, 1964, chapitre 176) et la Loi des  
fonds industriels (Statuts refondus, 1964,  
chapitre 175), le conseil peut avec l'appro-  
bation du ministre des affaires municipales  
et du ministre de l'industrie et du com-  
merce accorder des subventions pour relo-  
caliser des industries à l'intérieur des  
limites de son territoire. Il peut utiliser  
à cette fin les surplus du fonds industriel.

**21.** Notwithstanding the Municipal  
Aid Prohibition Act (Revised Statutes,  
1964, chapter 176) and the Industrial  
Funds Act (Revised Statutes, 1964, chap-  
ter 175), the council, with the approval  
of the Minister of Municipal Affairs  
and the Minister of Industry and Com-  
merce, may grant subsidies to relocate  
industries within the limits of its territory.  
It may use the surplus amounts of the  
industrial fund for such purpose.

Subsidies  
to relocate  
industries.

Droits  
réels pour  
le métro.

**22.** Le conseil peut par règlement  
approuvé par la Commission municipale  
du Québec décréter qu'un immeuble  
appartenant à la municipalité est grevé  
de servitude, droit de passage et autre  
droit réel en faveur de la Commission de  
transport de la Communauté urbaine de  
Montréal dans le but d'assurer le maintien  
et l'exploitation du réseau de transport  
en commun connu sous le nom de « mé-  
tro ».

**22.** The council, by a by-law approved  
by the Québec Municipal Commission,  
may order that an immovable owned  
by the municipality be encumbered by a  
servitude, right of way or other real right  
in favour of the Montreal Urban Com-  
munity Transit Commission for the pur-  
pose of ensuring the maintenance and  
operation of the public transport system  
called the "Metro".

Real  
rights for  
Metro.

Enregis-  
trement  
de déclara-  
tion.

Une déclaration à cet effet signée par le  
président du comité exécutif et le greffier  
doit être enregistrée sans délai par dépôt  
au bureau de la division d'enregistrement  
de Chambly. Cette déclaration doit men-  
tionner le numéro, la date d'entrée en  
vigueur, la date d'approbation d'un tel  
règlement, la référence ou la disposition de  
la présente loi qui en autorise l'adoption  
et décrire la servitude ou le droit de passa-  
ge concernant le droit réel affecté.

A declaration to that effect signed by  
the chairman of the executive committee  
and the clerk must be registered forthwith  
by deposit in the office of the registration  
division of Chambly. Such declaration  
shall indicate the number, date of coming  
into force and date of approval of such  
by-law and the reference or provision of  
this act which authorizes the passing  
of the by-law, and describe the servitude  
or right of way encumbering the real right  
affected.

Registra-  
tion of  
declara-  
tion, etc.

Pension  
autorisée.

**23.** Le conseil peut par résolution  
accorder à Paul Charron une pension  
viagère de \$3,812.42 par année payable  
à même les fonds généraux de la munici-  
palité et ce, à compter du 1<sup>er</sup> août 1971,  
date de la mise à la retraite de Paul  
Charron.

**23.** The council, by resolution, may  
grant to Paul Charron a life pension of  
\$3,812.42 per annum payable out of the  
municipality's general fund from the  
1st of August 1971, the day on which Paul  
Charron is superannuated.

Pension  
author-  
ized.

Règle-  
ment pour  
système  
de con-  
duits sou-  
terrains.

**24. 1.** Le conseil peut, par règlement, construire, administrer et entretenir un système de conduits souterrains où doivent être placés: tous les fils de télégraphe, de téléphone, de télévision et d'éclairage électrique; les fils de distribution de force motrice; les câbles et lignes de transmission appartenant à toute personne détenant ou exerçant un droit ou un privilège à la surface, au-dessus ou au-dessous des ruelles privées et des rues, voies, places et ruelles publiques, ces conduits devant être d'une dimension et d'une capacité suffisantes pour répondre amplement aux besoins actuels et, dans la mesure du raisonnable, aux exigences futures; régler généralement l'usage de ce système de conduits.

Entrée en  
vigueur.

**2.** Les règlements déterminant l'usage, l'administration, l'entretien des conduits souterrains entrent en vigueur et ont leur effet à compter de leur approbation, avec ou sans modification, par la Régie des services publics.

Rensei-  
gnements  
à fournir.

**3.** À mesure que la ville décide de construire des conduits souterrains dans une partie quelconque de son territoire, tout propriétaire de câbles ou de lignes de transmission visé par le paragraphe 1 du présent article doit, sur avis à cet effet, lui fournir les renseignements qu'elle lui demande et déclarer quelle portion de ces conduits il désire réserver.

Amende.

La ville est autorisée à édicter une amende de vingt-cinq dollars pour chaque jour de retard à fournir ces renseignements et à faire cette déclaration, à compter du sixième jour de la réception de cet avis.

Appel.

**4.** Il y a appel à la Régie des services publics, à l'instance de la ville ou d'une autre partie intéressée, de tout règlement, de toute décision et de tout acte quelconque de la ville, dans toute affaire se rapportant à ladite entreprise de canalisation.

Délai.

Cet appel doit, sous peine de déchéance, être interjeté dans les trente jours de la date de la signification à la partie intéressée ou de la publication, dans un journal français et dans un journal anglais de la ville, d'un avis annonçant le fait appelable.

Inscrip-  
tion.

L'appel est formé au moyen d'une inscription déposée entre les mains du

**24. (1)** The council may, by by-law, construct, administer and maintain a system of underground conduits in which shall be placed all telegraph, telephone, television and electric light wires, motive power supply wires, cables and transmission lines owned by any person having or exercising any right or privilege on, under or above private lanes and public streets, highways, squares and lanes, such conduits to be of sufficient size and capacity to meet present requirements amply and to provide to a reasonable extent for future needs, and generally regulate the use of such system of conduits.

By-law  
for under-  
ground  
conduit  
system.

**(2)** The by-laws determining the use, administration and maintenance of such underground conduits shall come into force and have effect upon their approval, with or without amendment, by the Public Service Board.

Coming  
into force.

**(3)** As the city decides to construct underground conduits in any part of its territory, any owner of cables or transmission lines contemplated in subsection 1 of this section must, upon a notice to that effect, supply the city with the information which it requires of him and declare what part of such conduits he wishes to reserve.

Informa-  
tion to be  
given.

The town is authorized to order a fine of twenty-five dollars for each day's delay in supplying such information and making such declaration from the sixtieth day after receipt of such notice.

Fine.

**(4)** An appeal shall lie to the Public Service Board, at the request of the city or of another interested party, from any by-law, decision or act of the city in any matter connected with the said conduit undertaking.

Appeal.

Such appeal must be lodged, under pain of nullity, within thirty days after service on the interested party, or publication in a French newspaper and in an English newspaper of the city, of a notice advertising the matter appealed from.

Delay.

The appeal shall be filed by an inscription deposited with the secretary of the

Inscrip-  
tion.

secrétaire de la Régie des services publics; avis doit en être signifié à la partie adverse ou à son procureur.

Ordre de faire disparaître les poteaux, etc. 5. Le conseil peut contraindre toute personne possédant, employant ou entretenant des poteaux, des fils ou câbles aériens, ou des lignes de transmission, à les faire disparaître, et à installer dans les conduits souterrains des fils conducteurs convenables, de la manière qu'il spécifie.

Id., au cas de refus. 6. Lorsqu'une personne possédant des câbles ou fils aériens dans une rue, ruelle ou place publique refuse de les faire disparaître et d'installer dans les conduits souterrains de la ville des fils conducteurs convenables, la Régie des services publics peut l'y contraindre, sur appel de la ville.

Tarif. 7. La ville est autorisée, par règlement approuvé par la Régie des services publics à imposer et à percevoir un tarif de toute personne utilisant ses conduits souterrains.

Répartition du déficit. 25. Nonobstant l'article 479 de la Loi des cités et villes, le conseil peut avec l'approbation de la Commission municipale du Québec, répartir tout ou partie du déficit accumulé au 31 décembre 1970 et 1971, ou les deux à la fois, sur des périodes n'excédant pas 10 ans. Elle peut aussi contracter par règlement des emprunts qui ne requièrent pas d'autre approbation que celles du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale du Québec.

Déclaration de propriété. 26. Il est déclaré:  
a) Que la ville de Longueuil est depuis le 27 avril 1971 propriétaire unique et absolu des lots originaires trois cent soixante-deux (362), trois cent soixante-trois (363), trois cent soixante-quatre (364), trois cent soixante-cinq (365), trois cent soixante-six (366), trois cent soixante-sept (367), trois cent soixante-huit (368), trois cent soixante-neuf (369), trois cent soixante-dix (370), trois cent soixante et onze (371), trois cent soixante-douze (372), trois cent soixante-treize (373), trois cent soixante-quatorze (374), trois cent soixante-quinze (375), trois cent soixante-seize (376), trois cent soixante-dix-sept (377), trois cent soixante-dix-huit (378), trois cent soixante-dix-neuf

Public Service Board; notice thereof must be served on the interested party or his attorney.

(5) The council may compel any person owning, using or maintaining poles, overhead wires or cables or transmission lines to remove them and install suitable wires in underground conduits in the manner specified by it. Removal of wires, etc.

(6) When any person who owns cables or wires over a street, lane or public place refuses to remove them and install the adequate wires in the city's underground conduits, the Public Service Board may compel him to do so, upon an appeal by the city. Id., in case of refusal.

(7) The city is authorized to impose upon and collect, by by-law approved by the Public Service Board, a tariff from any person who uses its underground conduits. Tarif.

25. Notwithstanding section 479 of the Cities and Towns Act, the council, with the approval of the Québec Municipal Commission, may apportion all or part of the deficit accumulated on the 31st of December 1970 and the 31st of December 1971 or both over periods not to exceed 10 years. It may also, by by-law, contract loans which shall require no other approval than that of the Minister of Municipal Affairs and the Québec Municipal Commission. Apportionment of deficit.

26. It is declared:  
(a) That since the 27th of April 1971 the city of Longueuil has been the sole and absolute owner of original lots three hundred and sixty-two (362), three hundred and sixty-three (363), three hundred and sixty-four (364), three hundred and sixty-five (365), three hundred and sixty-six (366), three hundred and sixty-seven (367), three hundred and sixty-eight (368), three hundred and sixty-nine (369), three hundred and seventy (370), three hundred and seventy-one (371), three hundred and seventy-two (372), three hundred and seventy-three (373), three hundred and seventy-four (374), three hundred and seventy-five (375), three hundred and seventy-six (376), three hundred and seventy-seven (377), three hundred and seventy-eight (378), three hundred and seventy-nine (379), three hundred and eighty (380), three hundred and eighty-one (381), three hundred and eighty-two (382), three hundred and eighty-three (383), three hundred and eighty-four (384), three hundred and eighty-five (385), three hundred and eighty-six (386), three hundred and eighty-seven (387), three hundred and eighty-eight (388), three hundred and eighty-nine (389), three hundred and ninety (390), three hundred and ninety-one (391), three hundred and ninety-two (392), three hundred and ninety-three (393), three hundred and ninety-four (394), three hundred and ninety-five (395), three hundred and ninety-six (396), three hundred and ninety-seven (397), three hundred and ninety-eight (398), three hundred and ninety-nine (399), four hundred (400). Declaration of ownership.

(379), trois cent quatre-vingt (380), trois cent quatre-vingt-un (381), trois cent quatre-vingt-deux (382), trois cent quatre-vingt-trois (383), trois cent quatre-vingt-quatre (384), trois cent quatre-vingt-cinq (385), trois cent quatre-vingt-six (386), trois cent quatre-vingt-sept (387), trois cent quatre-vingt-huit (388), trois cent quatre-vingt-neuf (389), trois cent quatre-vingt-dix (390), du cadastre officiel du village incorporé de Longueuil, contenant d'après arpentage une superficie totale n'excédant pas douze acres;

Réclamation  
personnelle.

b) Que si quelque personne, société ou corporation a droit de réclamer en justice quelque droit de propriété en la totalité ou en quelque partie des immeubles décrits au paragraphe *a*, sa réclamation est par les présentes convertie en une réclamation personnelle contre la Ville de Longueuil pour un montant égal à la valeur de tel droit de propriété calculée au 27 avril 1971. Toute telle réclamation personnelle sera prescrite le même jour que l'aurait été la réclamation du droit de propriété dont elle tient lieu si elle n'avait pas été convertie et elle ne constituera pas un droit réel, ni une charge ou une hypothèque quant aux immeubles ou à l'une quelconque de leurs parties;

Règlement avec  
personnes  
ayant un  
droit de  
propriété.

c) Que si un droit de propriété en la totalité ou en quelque partie des immeubles décrits au paragraphe *a* est reconnu à quelque personne, société ou corporation, la ville peut de gré à gré effectuer un règlement avec toute partie intéressée pour clarifier ces titres ou elle peut exiger que la partie intéressée fasse fixer l'indemnité payable à ces fins par la Régie des services publics;

Mention  
de la loi à  
l'index  
aux im-  
meubles.

d) Sur demande formulée par résolution du conseil, le registrateur du bureau de la division d'enregistrement de Chambly doit voir à ce que mention de l'adoption de la présente loi soit faite dans l'index aux immeubles, aux numéros de cadastre visé par la résolution du conseil et par le présent article. Cet article devient en vigueur 30 jours après sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

(376), three hundred and seventy-seven (377), three hundred and seventy-eight (378), three hundred and seventy-nine (379), three hundred and eighty (380), three hundred and eighty-one (381), three hundred and eighty-two (382), three hundred and eighty-three (383), three hundred and eighty-four (384), three hundred and eighty-five (385), three hundred and eighty-six (386), three hundred and eighty-seven (387), three hundred and eighty-eight (388), three hundred and eighty-nine (389) and three hundred and ninety (390) of the official cadastre for the incorporated village of Longueuil, containing a total area not exceeding twelve acres, according to a survey;

(b) That if any person, firm or corporation is entitled to claim before the courts any right of ownership of the whole or any part of the immoveables described in paragraph *a*, his or its claim is hereby changed to a personal claim against the city of Longueuil for an amount equal to the value of such right of ownership computed on the 27th of April 1971. Any such personal claim shall be prescribed on the same day as the claim for the right of ownership which it replaces would have been prescribed had it not been changed, and it shall not constitute a real right, a charge or a hypothec on such immoveables or any part of them;

(c) That if a right of ownership of all or any part of the immoveables described in paragraph *a* to any person, firm or corporation is recognized, the city may by agreement make a settlement with any interested party to clarify such titles or it may require that the interested party have the indemnity payable for such purposes fixed by the Public Service Board;

(d) Upon request by a resolution of the council, the registrar of the Chambly registry office shall see that the passing of this act is mentioned in the index to immoveables, opposite the cadastral numbers contemplated in the resolution of the council and this section. This section shall come into force 30 days after its publication in the *Québec Official Gazette*.

Taux uniforme pour imputation du coût des travaux.

**27.** Nonobstant toute disposition contraire contenue dans une loi générale ou spéciale, le conseil peut, par règlement adopté dans le cours du mois de janvier de chaque année déterminer, conformément au coût moyen, basé sur les cinq années précédentes, le taux uniforme au pied linéaire suivant lequel les travaux d'aqueduc, d'égout, de pavage et de trottoirs, de bordures de rues et de conduits souterrains ou puits d'accès, dont la construction sera décrétée pendant l'exercice financier en cours, seront mis à la charge des propriétaires des immeubles riverains.

Lots à un carrefour, etc.

Lorsqu'il s'agit de lots qui sont situés à un carrefour ou qui ne sont pas rectangulaires, le conseil peut fixer l'étendue en front pour fins d'imposition, en tenant compte à la fois de l'étendue en front et de la superficie.

Paiement du solde.

Dans tous les cas, le solde du coût des travaux est payé à même le fonds général.

Détermination des taux.

Dans le cas des règlements mentionnés à l'article 17 de la présente loi, le conseil peut, par règlement, déterminer les taux uniformes au pied linéaire suivant lesquels les travaux visés par ces règlements seront mis à la charge des propriétaires des immeubles riverains.

Paiement du solde du coût.

Le solde du coût de ces travaux est payé à même le fonds général et ce taux uniforme ne doit en aucun cas avoir pour effet d'augmenter la charge des propriétaires des immeubles affectés par ces règlements avant leur modification en vertu de la présente loi.

Acquisitions autorisées.

**28.** La ville est autorisée à acquérir de gré à gré:

a) les terrains non cadastrés situés dans le quadrilatère formé par l'emprise du pont Jacques-Cartier au nord, la rue Saint-Charles à l'est, les limites de la cité de Saint-Lambert au sud et la route numéro 3 à l'ouest;

b) les parties des lots 156 et 159 du cadastre de la paroisse Saint-Antoine de Longueuil, y compris les bâtiments qui y sont érigés, ainsi que les parties de terrain contiguës ou voisines qui ne sont pas cadastrées.

**27.** Notwithstanding any provision to the contrary in a general law or special act, the council, by a by-law passed during the month of January each year, may determine, according to the average cost based on the previous five years, the uniform rate per linear foot at which the work for waterworks, sewers, paving and sidewalks, curb stones, underground conduits or tunnels, the construction of which will be ordered during the current fiscal year will be charged to the owners of the bordering lots.

Rate for charging work to owners.

In the case of lots that are situated at a street corner or are not rectangular, the council may fix the frontage for taxation purposes, taking into account both frontage and area.

Corner lots, etc.

In all cases, the balance of the cost of the works shall be paid out of the general fund.

Balance of cost.

In the case of the by-laws mentioned in section 17 of this act, the council, by by-law, may determine the uniform rates per linear foot at which the works contemplated in such by-laws will be borne by the bordering proprietors.

Determination of uniform rates.

The balance of the cost of such works shall be paid out of the general fund and such uniform rate must in no case have the effect of increasing the amount borne by the owners of immovables affected by such by-laws before they are amended under this act.

Payment of balance of cost.

**28.** The city may acquire by agreement:

Acquisition authorized.

(a) the non-cadastral lands in the quadrilateral limited on the north by the site of the Jacques-Cartier bridge, on the east by St. Charles street, on the south by the Saint-Lambert city limits and on the west by route number 3;

(b) the parts of lots 156 and 159 of the cadastre of the parish of Saint-Antoine de Longueuil, including the buildings thereon erected, and the adjacent or neighbouring lands which are not cadastred.

Droit  
de déten-  
tion, etc.

Elle peut détenir, administrer, subdiviser, louer et aliéner lesdits terrains. Cependant, toute location ou aliénation doit être approuvée par la Commission municipale du Québec, à moins qu'il s'agisse de location ou d'aliénation faite par suite d'appels d'offres publiques.

Usage des  
profits.

Les deniers provenant de la location ou de l'aliénation de ces terrains doivent être employés exclusivement à l'extinction des obligations contractées pour leur acquisition.

Em-  
prunts.

Elle peut aussi à cette fin contracter des emprunts par règlement avec l'approbation de la Commission municipale du Québec qui peut l'autoriser à donner toute garantie qu'elle détermine, y compris une garantie hypothécaire; ces emprunts ne requièrent pas d'autre approbation que celle du ministre des affaires municipales.

Échange  
autorisé.

**29.** La ville peut échanger avec la compagnie de chemin de fer Canadien National tout ou partie des lots numéros 313, 314 et 351 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil contre tout terrain d'une superficie à peu près équivalente appartenant à la ville.

Terrains  
utilisés.

La ville peut à cette fin utiliser tout terrain qu'elle détient en vertu de la Loi des fonds industriels et ce nonobstant ladite loi.

Fonds de  
dénéige-  
ment.

**30.** 1. Le conseil peut, par règlement, constituer un fonds connu sous le nom de « fonds de stabilisation des dépenses de déneigement » afin de mettre à sa disposition les deniers dont il peut avoir besoin pour rencontrer les dépenses de déneigement;

Budget  
quinquen-  
nal.

2. Le conseil dresse à ces fins, un budget quinquennal des dépenses de déneigement et approprie annuellement, à même les revenus provenant de la taxe foncière générale, une somme équivalente à un cinquième du montant total prévu à ce budget quinquennal afin de payer lesdites dépenses;

« dépense  
de dénei-  
gement ».

3. Pour les fins du présent article, l'expression « dépenses de déneigement » comprend toutes les dépenses directes faites pour le déneigement et pour l'entretien des rues et des trottoirs pour la période s'étendant du premier octobre d'une année au premier mai de l'année suivante;

The city may hold, administer, subdivide, lease or alienate the said lands. However any lease or alienation must be approved by the Québec Municipal Commission, unless such lease or alienation is made after calls for public tenders.

Aliena-  
tion, etc.,  
author-  
ized.

The money derived from the lease or alienation of such lands must be used exclusively to extinguish the liabilities contracted for their acquisition.

Use of  
money.

It may also for such purpose contract loans by by-law with the approval of the Québec Municipal Commission which may authorize it to give any security it determines, including hypothecary security; such loans shall require no other approval than that of the Minister of Municipal Affairs.

Loans.

**29.** The city may exchange with the Canadian National Railway Company the whole or part of lots numbers 313, 314 and 351 of the official cadastre of the parish of Saint-Antoine de Longueuil for any land of a roughly equivalent area which is the property of the city.

Exchange  
author-  
ized.

For this purpose the city may use any land which it holds under the Industrial Funds Act, notwithstanding such act.

Use of  
land au-  
thorized.

**30.** (1) The council, by by-law, may establish a fund called the "snow removal expenses stabilization fund" to place at its disposal the amounts which it may need to meet snow removal expenses;

Fund for  
snow re-  
moval.

(2) For this purpose the council shall prepare a five-year budget of snow removal expenses and appropriate each year, out of the revenues derived from the general real estate tax, an amount equal to one fifth of the aggregate provided for in such five-year budget to pay the said expenses;

Five-year  
budget.

(3) For the purposes of this section, the expression "snow removal expenses" includes all direct expenses incurred for snow removal and street and sidewalk maintenance during the period from the first of October in any year to the first of May the next year;

"snow  
removal  
expenses".

Nature des dépenses.	ces dépenses comprennent notamment:	in particular, such expenses shall include:	Nature of expenses.
	a) les salaires et les bénéfices marginaux des employés;	(a) salaries and marginal benefits of employees;	
	b) les achats de matériaux, de fournitures et de combustibles;	(b) purchase of material, supplies and fuel;	
	c) la location d'équipement et d'outillage;	(c) lease of equipment and tools;	
	d) les contrats à forfait;	(d) job contracts;	
	e) les coûts de réparation et d'entretien des véhicules et de l'équipement;	(e) cost of repairing and maintaining of vehicles and equipment;	
	f) les autres frais relatifs à l'utilisation des véhicules et de l'équipement;	(f) other expenses relating to the use of vehicles and equipment;	
	g) les versements annuels au fonds de roulement pour le renouvellement et l'achat d'équipement et d'outillage;	(g) annual payment into the working fund for renewal and purchase of equipment and tools;	
	h) le service de la dette relatif aux emprunts faits pour l'achat d'équipement et d'outillage;	(h) debt service of the loans contracted for the purchase of equipment and tools;	
	i) les réclamations pour dommages causés à la personne et aux biens à l'occasion du déneigement;	(i) claims for damage to persons and property during snow removal;	
Surplus ou déficit.	4. Tout surplus ou déficit annuel est reporté d'année en année jusqu'à l'expiration du budget quinquennal.	(4) Any annual surplus or deficit shall be carried forward from one year to the next, until the five-year budget expires.	Surplus, etc., carried forward.
Idem.	À la fin de cette période, le surplus ou le déficit accumulé fait partie du budget général de l'année suivante.	At the end of such period the accumulated surplus or deficit shall form part of the general budget for the next year.	Accumulated surplus, etc.
Entrée en vigueur.	<b>31.</b> La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.	<b>31.</b> This act shall come into force on the day of its sanction.	Coming into force.